

L'éco-syndicalisme est nécessaire et possible

Pour effectuer la transition écologique et sociale, il faut compter sur l'activité de la majorité sociale. Le changement ne peut être fait par une minorité éclairée.

1. Le changement nécessite un nouveau sujet politique

Ce sujet surgira d'une alliance arc-en-ciel plurielle et diverse entre le féminisme, l'écologisme, la jeunesse pour le climat, la paysannerie, les peuples originels, les scientifiques et les classes travailleuses, sans hiérarchie entre ces composantes ni entre les causes défendues.

Sans la classe ouvrière, il est impossible de faire le changement, avec la classe ouvrière, la victoire de l'alliance arc-en-ciel est possible.

Mais... nous avons un problème : une partie importante du mouvement ouvrier – ses partis comme ses syndicats – a signé avec le grand patronat le pacte social fordiste : certaines améliorations en échange de la paix sociale et de la marginalisation des femmes dans le monde du travail.

En ces temps de crise, le capitalisme a oublié ce pacte et imposé des politiques d'austérité. Mais il existe un autre aspect du pacte entrepreneurs-travailleurs : le pacte productiviste, où l'idéologie du grand capital en faveur de la croissance économique continue d'être hégémonique et a de graves impacts environnementaux.

Celui-ci commence peu à peu à s'ébranler parce qu'une partie importante de la société souffre de la pollution et du réchauffement climatique et parce que ses intérêts ne sont plus liés à ce modèle capitaliste productiviste.

2. Le rôle du syndicalisme

Le mouvement syndical constitue une pièce clé dans l'organisation des classes travailleuses et peut jouer un rôle décisif dans la configuration d'une réponse globale et internationale à la dictature des marchés et par conséquent à l'expropriation du travail et de la nature.

La classe ouvrière n'est pas étrangère à la solution donnée aux problèmes écologiques et doit faire entendre sa voix dans le diagnostic et le choix des alternatives.

La reconversion écologique du syndicalisme, l'éco-syndicalisme, est nécessaire pour changer le cours de la société face aux impositions néolibérales, mais il suppose en outre une nouvelle puissance du mouvement ouvrier face au capital.

L'éco-syndicalisme signifie la lutte pour faire entrer la démocratie dans tous les aspects et les thèmes au sein de l'entreprise.

Et il fait partie de la lutte pour disputer le commandement aux patrons, la propriété à la bourgeoisie et le pouvoir à l'oligarchie.

Il est nécessaire que les syndicats interviennent, au côté des autres représentants populaires, dans les décisions fondamentales de l'économie au niveau de l'entreprise et aux niveaux sectoriel et territorial : que produit-on, comment et pour qui.

L'éco-syndicalisme peut offrir des opportunités et des alternatives pour le mouvement ouvrier dans trois plans stratégiques :

a) au niveau social et éthique, en mettant au centre de sa réflexion l'intérêt de l'espèce humaine, de la majorité sociale et par conséquent de sa survie ;

b) sur le plan politique, vu qu'il peut rendre possible une nouvelle et large alliance sociale anticapitaliste ;

c) sur le plan proprement dit du travail, parce que l'avancée environnementale aide à éviter des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs et des travailleuses. Potentiellement, il crée de l'emploi parce que la défense du milieu ambiant nécessite de la main-d'œuvre.

3. Un regard stratégique

Obtenir une productivité écologiquement soutenable signifie repousser le spectre de la crise écologique.

Des secteurs comme l'agriculture, le tourisme, le transport et les travaux maritimes verraient leur futur mis en péril. Et en même temps leur reconversion en termes écologiques rendrait possible – combinée à la réduction du temps de travail et à la répartition des tâches productives et reproductives – la création nette de postes de travail. L'impact d'un réchauffement climatique est particulièrement négatif pour la santé de ceux et celles qui travaillent à l'air libre, dans les aéroports, sur les routes, dans les champs, sur les chantiers, ainsi que pour l'ensemble de ceux et celles qui sont en contact avec des animaux, vu les changements territoriaux de vecteurs biologiques et des épidémies. Les questions environnementales avec un impact négatif sur la santé publique et la santé au travail ne se terminent pas là : il y a une préoccupation croissante, face aux évidences médicales pour les risques associés et les produits chimiques.

L'éco-syndicalisme implique le dépassement du simple environnementaliste qui ne recherche que ces mesures palliatives ne remettant pas en question le modèle productif et le mode de production capitaliste.

Face à la crise écologique, le syndicalisme devra assumer des positions anticapitalistes. Derrière les problèmes environnementaux se cache aussi le modèle d'accumulation du capital.

Le conflit de classes réapparaît avec de nouveaux thèmes qui s'ajoutent à la lutte pour la plus-value et la distribution de la richesse. De nouveaux thèmes autour du rapport société-nature viennent s'ajouter aux vieilles questions non résolues de l'exploitation du travail et de l'inégalité sociale.

La stratégie européenne de développement durable, prônée par l'Union européenne (tout comme le font aussi tous les *think tank* du capital et de ses institutions financières) ou l'orientation de fond du *New Green Deal* veulent servir à la fois Dieu et le Diable et rendre compatible la croissance du produit intérieur brut (PIB) avec l'augmentation de la protection de l'environnement. Ce n'est pas possible.

L'éco-syndicalisme doit commencer par remettre en question le dogme de la croissance économique comme voie pour assurer le bien-être humain, c'est-à-dire en préservant l'appropriation privée du capital. Au contraire, le bien vivre de la majorité doit commencer par assurer la solution de la crise climatique, et cela signifie une décroissance drastique dans l'usage de l'énergie et des ressources, accompagné d'un développement généralisé de l'économie au service des personnes (santé, culture, soins...).

L'objectif central et spécifique de l'éco-syndicalisme est – avec la lutte pour le salaire, la répartition du travail productif et reproductif, la réduction de la journée de travail et la protection de la santé au travail – la production propre qui suppose :

a) la durabilité dans l'usage des ressources naturelles (eau, matières premières, sol...) par la minimisation de leur emploi et le critère de leur renouvellement, ce qui exige une gestion rationnelle ;

- b) l'existence de processus productifs énergétiquement efficaces et de technologies propres exemptes de produits toxiques et nocifs pour ceux qui les utilisent comme le cas des solvants et des matériaux qui peuvent être des perturbateurs endocriniens. Des processus constitués démocratiquement, qui éliminent les risques psycho-sociaux, hygiéniques et ergonomiques, et régis par des méthodes d'organisation du travail permettant l'optimisation des ressources employées.
- c) maximiser les biens et les services, ainsi qu'éliminer ou si ce n'est pas possible minimiser les résidus – qui devraient être réintroduits dans la chaîne de valeur comme matières premières -, les émissions et les rejets, en évitant l'inefficacité productive, la toxicité ou la dangerosité que suppose leur génération, avec une attention spéciale aux non-biodégradables.

Et le faire en assurant que les communautés et la population travailleuse touchées par les changements technologiques seront traitées avec équité par l'ensemble de la société et cela exigera que l'éco-syndicalisme assure la juste transition.

Le centre de travail est le champ pour faire un syndicalisme de proximité, mais il ne peut être le point de départ de la stratégie syndicale. Par conséquent, à l'heure d'offrir des alternatives, l'économie et la politique doivent partir de la finitude et des limites de la nature.

4. La priorité : arrêter le réchauffement global

La priorité, l'urgence, c'est d'arrêter le changement climatique : le changement de modèle énergétique est le premier pas. Il est intimement lié aux activités du travail industriel et agricole, ainsi qu'au modèle de construction des édifices et des infrastructures et à celui du transport des personnes et des marchandises par des véhicules à moteur impulsés par des dérivés du pétrole.

En plus de la vapeur d'eau créée par des multiples sources naturelles ou comme produit (direct ou indirect) de l'action humaine, il faut signaler principalement les gaz à effet de serre, les composants suivants associés à différentes activités productives : dioxyde de carbone CO_2 , méthane CH_4 , oxyde nitrique N_2O présents dans le brûlage des combustibles fossiles, rizières, élevage intensif, production de ciment, combustion de biomasse ou décharges non gérées. Mais il faut aussi tenir compte des hydrofluorocarbures HFC, des perfluorocarbures PFC, de l'hexafluorure de soufre SF_6 présents respectivement dans certains des artefacts suivants ou processus : les équipements de réfrigération, la production d'aluminium, les équipements électriques, l'air conditionné, les extincteurs et les aérosols.

Le syndicalisme doit offrir des alternatives dans toute la chaîne de valeur et déterminera aussi quels biens sont nocifs ou ne sont pas nécessaires.

Dans certains cas, ils rencontreront une plus grande opposition du patronat parce qu'ils supposent des coûts ; dans d'autres cas, ils peuvent trouver une meilleure audience en raison des avantages. Des secteurs du capital seront plus enclins à accepter ces propositions parce qu'elles favorisent leur négoce (par exemple, les producteurs d'énergie éolienne), d'autres seront des ennemis acharnés des alternatives proposées (par exemple, les secteurs ayant des intérêts dans la production d'énergie nucléaire). Ni les uns ni les autres n'accepteront de bon gré le contrôle ouvrier sur les décisions environnementales stratégiques.

Les lignes de travail syndical à court terme face au réchauffement climatique pourraient être synthétisées dans les points suivants :

- 1) impulser des mesures d'économie et d'efficacité énergétique dans l'entreprise, dans les administrations publiques et dans la société ;
- 2) encourager les technologies propres et le remplacement des sources sales d'énergie – thermiques, nucléaires, etc. – par des sources d'énergie renouvelables ;
- 3) changer de modèle de transport. En pariant sur le transport public, collectif, propre et de qualité, le mouvement ouvrier peut faire un apport spécifique en impulsant des modalités durables d'arriver à l'entreprise.

5. Un changement de société est inévitable

Les propositions peuvent et doivent englober d'après le plan des politiques énergétiques et industrielles à l'échelle internationale, nationale ou sectorielles des mesures très concrètes au niveau d'une entreprise.

Le changement actuel, la transition éco-sociale et la société éco-socialiste ont besoin de s'appuyer sur la démocratie et d'approfondir cette dernière.

Face au marché et à la loi du profit privé qui nous a conduit à une triple crise sociale, écologique et sanitaire, il faut construire la planification démocratique de l'usage des ressources pour prendre les décisions sur les biens et les services dont l'humanité a besoin. Ainsi seulement il sera possible d'éviter la catastrophe et d'en finir avec l'inégalité.

Manuel Garí (membre du conseil éditorial de la revue *Viento Sur*, militant de *Anticapitalistas*, section de la 4e Internationale dans l'État espagnol)

Traduction du castillan : Hans-Peter Renk